

Lettre d'information

Nous avons le plaisir de vous communiquer dans cette lettre d'information les métadonnées des arrêts prononcés récemment par la Cour constitutionnelle. Ces métadonnées contiennent le numéro et la date de l'arrêt, le(s) numéro(s) de rôle de l'affaire, la nature de la procédure, la (les) norme(s) contrôlée(s), le(s) dispositif(s) et les mots-clés de l'arrêt. De plus, en cliquant sur le lien, vous pouvez accéder directement à l'arrêt demandé.

Numéro d'arrêt : 147/2020

Date d'arrêt : 19/11/2020

Numéro(s) de rôle : 6983

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 21 décembre 2017 « modifiant diverses dispositions en vue d'instaurer une période de sécurité et modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate » (art. 2 à 5)

Mots-clés : Procédure pénale - 1. Compétence du juge pénal - Fixation de la peine - Période de sûreté - 2. Libération conditionnelle - 3. Absence de disposition transitoire

Dispositif(s) : Rejet du recours (sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.23.3)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-147f.pdf>

Numéro d'arrêt : 148/2020

Date d'arrêt : 19/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7046

Procédure : Questions préjudicielles

Norme(s) contrôlée(s) : Arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 « relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants » (art. 9, § 1er, alinéa 1er, 1°, c), et 2°, et dernier alinéa)

Mots-clés : Sécurité sociale - Pensions - Pension de retraite des travailleurs indépendants - Calcul du montant - Taux ménage - Conjoint bénéficiant d'un régime de pension du secteur public

Dispositif(s) : - Irrecevabilité des questions préjudicielles (en ce qu'elles invitent la Cour à statuer sur le respect de l'article 28 de la Constitution)

- Les questions préjudicielles n'appellent pas de réponse (en ce qu'elles invitent la Cour à statuer sur la compatibilité de la disposition en cause avec les articles 10 et 11 de la Constitution)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-148f.pdf>

Numéro d'arrêt : 149/2020

Date d'arrêt : 19/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7169

Procédure : Recours en annulation

Norme(s) contrôlée(s) : Décret de la Région wallonne du 18 octobre 2018 « modifiant, d'une part, le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de Wallonie et, d'autre part, le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative » (art. 4 et 8)

Mots-clés : Conseil économique, social et environnemental de Wallonie - Région wallonne - Composition du bureau - Représentation d'associations environnementales

Dispositif(s) : Rejet du recours

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-149f.pdf>

Numéro d'arrêt : 150/2020

Date d'arrêt : 19/11/2020

Numéro(s) de rôle : 7190

Procédure : Question préjudicielle

Norme(s) contrôlée(s) : Loi du 28 décembre 1983 « portant des dispositions fiscales et budgétaires » (art. 60 à 73, dans leur version applicable aux exercices d'imposition 1987 et 1988)

Mots-clés : Sécurité sociale - Travailleurs indépendants - Cotisation spéciale - Action en recouvrement - Délai de prescription - Point de départ du délai - Recours fiscal contre le revenu imposable retenu par l'administration fiscale

Dispositif(s) : Non-violation

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-150f.pdf>

Numéro d'arrêt : 151/2020**Date d'arrêt :** 19/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7236**Procédure :** Question préjudicielle**Norme(s) contrôlée(s) :** Code des droits et taxes divers (art. 176², 6^o)**Mots-clés :** Droit fiscal - Taxe annuelle sur les opérations d'assurance - Exemption - Établissements publics - Exclusion - Mutualités et unions nationales de mutualités**Dispositif(s) :** Non-violation**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-151f.pdf>**Numéro d'arrêt : 152/2020****Date d'arrêt :** 19/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7253**Procédure :** Recours en annulation**Norme(s) contrôlée(s) :** Décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019 « modifiant la réglementation relative au contrôle et à certains aspects organisationnels de l'enseignement supérieur » (art. 36, insertion d'un article II.395 dans le Code flamand de l'enseignement supérieur)**Mots-clés :** Enseignement - Communauté flamande - Enseignement supérieur - Organisation des formations - Formations de graduat - Régime dérogatoire - « Karel de Grote Hogeschool, Katholieke Hogeschool Antwerpen »**Dispositif(s) :** - Annulation (article 36 du décret de la Communauté flamande du 1er mars 2019, en ce qu'il insère un article II.395, § 2, dans le Code flamand de l'enseignement supérieur du 11 octobre 2013)

- Maintien des effets de la disposition annulée (pour l'année académique 2019-2020 et pour l'année académique 2020-2021)

Document PDF : <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-152f.pdf>**Numéro d'arrêt : 153/2020****Date d'arrêt :** 19/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7304**Procédure :** Recours en annulation**Norme(s) contrôlée(s) :** Loi du 5 mai 2019 « portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social » (art. 118)**Mots-clés :** Droit fiscal - Impôts sur les revenus - Établissement et recouvrement des impôts - Sanctions - Sanctions pénales - Confiscation spéciale - Champ d'application**Dispositif(s) :** Rejet du recours**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-153f.pdf>**Numéro d'arrêt : 154/2020****Date d'arrêt :** 19/11/2020**Numéro(s) de rôle :** 7329**Procédure :** Recours en annulation**Norme(s) contrôlée(s) :** Loi du 5 mai 2019 « portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés » (art. 91 à 98 et 101)**Mots-clés :** Droit judiciaire - Organisation judiciaire - Membres du tribunal de l'entreprise - Juge consulaire - Conditions de nomination et compatibilité avec la fonction d'avocat**Dispositif(s) :** Rejet du recours (sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.4)**Document PDF :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-154f.pdf>**Note informative :** <https://www.const-court.be/public/f/2020/2020-154f-info.pdf>